

Le Président

Paris, le 10 décembre 2018

**Lettre ouverte de la Conférence des bâtonniers à Emmanuel Macron, Président de la République française**

Monsieur le Président de la République,

Vous annoncez avoir entendu et compris la colère qui monte actuellement sur l'ensemble du territoire. Vous assurez avoir pris la mesure du mouvement qui met, aujourd'hui, à mal l'unité de notre République.

Pourtant, concernant le projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice, nous ne pouvons que déplorer l'actuel débat qui est loin des enjeux. Cette réforme, qui devrait très prochainement faire l'objet d'un vote à l'Assemblée nationale, fait craindre des conséquences catastrophiques notamment sur la question fondamentale des territoires.

Par le biais d'une réforme de la carte judiciaire qui n'aura su dire son nom tout au long de ce débat et en dépit des nombreuses tentatives de sensibilisation des institutions représentatives des professions du droit et de la justice, il est porté inutilement atteinte au rôle déterminant que l'institution judiciaire joue dans le quotidien de si nombreux Français.

Fusion des tribunaux d'instance et de grande instance, spécialisation à marche forcée des juridictions, glissement des pouvoirs du juge aux affaires familiales au profit des directeurs de CAF, dématérialisation dans la saisine du juge et le suivi de certaines procédures, recul des droits de la défense... la justice est transformée en un produit, un produit de luxe.

Si nous souhaitons nous aussi une justice plus efficace et qui se modernise, cela ne peut se faire au détriment des réalités sociales. Demain, il n'est pas acceptable qu'un justiciable soit dans l'obligation de faire plusieurs dizaines de kilomètres pour se rendre à une audience. Demain, il n'est pas acceptable qu'un justiciable renonce à saisir l'institution judiciaire car il habite en zone blanche.

Dans le contexte difficile que nous traversons, la justice ne doit pas être un élément de fracture sociale et territoriale supplémentaire. Tout au contraire, elle doit demeurer un élément majeur de cohésion devant laquelle tous les citoyens sont égaux. Elle est le dernier rempart de nos démocraties.

C'est pourquoi, les bâtonniers de France, au travers de la Conférence des bâtonniers qui les rassemble, vous demandent de suspendre le travail parlementaire en cours.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, en l'assurance de ma très haute considération.



Jérôme GAVAUDAN